



HAL
open science

Entre urbanisation et mondialisation : les parcs nationaux dans quatre grandes villes de pays “émergents”

Frédéric Landy

► **To cite this version:**

Frédéric Landy. Entre urbanisation et mondialisation : les parcs nationaux dans quatre grandes villes de pays “émergents”. 2020. hal-03049058

HAL Id: hal-03049058

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-03049058>

Preprint submitted on 9 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre urbanisation et mondialisation : les parcs nationaux dans quatre grandes villes de pays “émergents”

Frédéric Landy

Institut Français de Pondichéry/université de Paris Nanterre-LAVUE

Peu de gens savent que le Christ du Corcovado, à Rio de Janeiro, est au coeur d'un parc national. Encore moins qu'il existe dans l'agglomération de Bombay, presque au milieu de vingt millions d'habitants, un parc national grand comme Paris intra-muros. Les parcs nationaux urbains ne sont pourtant pas si rares dans le monde : presque une centaine (Tzryna et al., 2014). Ce sont quatre d'entre eux, dans des pays dits “émergents”, qui furent étudiés par le projet ANR UNPEC *Urban National Parks in Emerging Countries and Cities (2012-2016)*¹ : le parc de Rio, appelé Tijuca ; celui de Nairobi, du même nom ; le parc de Bombay, Sanjay Gandhi ; et celui du Cap, Table Mountain. Ils ont tous pour point commun de se situer dans, ou à proximité de grandes agglomérations urbaines dans des pays plus ou moins émergents, mais leurs caractéristiques sont très différentes : la forêt du parc national de Bombay, très peu connue des citoyens, fut gérée pendant longtemps comme une « forteresse », ce qui n'empêche pas d'en sortir des léopards et d'y entrer des dizaines de milliers d'habitants de bidonvilles ; tandis que le parc national du Cap, célèbre pour la formation buissonnante *fynbos*, est traversé de routes goudronnées et de nombreux quartiers résidentiels, au statut foncier très disparate, composante essentielle de l'image d'une ville cherchant à se projeter au niveau mondial grâce à ce logo « naturel ». Quoi de commun ? Les contrastes internes à chaque cas renforcent également cette diversité : *favelas* au-dessus des résidences bourgeoises de Rio de Janeiro, représentations de la « nature » des éleveurs maasai de Nairobi contrastant avec celles des Kenyans aisés et occidentalisés...

On sait que chaque pays tend à avoir sa conception plus ou moins opportuniste de ce que peut être un « parc national » : l'UICN peine à faire respecter sa classification fondée sur des missions et des normes de gestion (Héritier, Laslaz éd. 2008). Les différences entre les quatre parcs n'ont donc en soi rien d'étonnant. Ce que cet article cherche à montrer, cependant, est qu'elles peuvent être analysées d'un point de vue heuristique : elles ont un sens et peuvent offrir des enseignements, scientifiques ou politiques. D'où l'intérêt d'une comparaison entre quatre parcs.

Ils correspondent d'ailleurs tous clairement au type II de la classification de l'UICN. Par leur taille, leur mission de conservation de la biodiversité, l'interdiction de l'habitat permanent en leur sein, mais aussi par leur statut institutionnel : ils sont gérés par une administration spécifique, avec une vision et un recrutement nationaux, qui contraste fortement avec la gestion a priori plus « locale » de la ville qui les entoure. Nous le verrons, à Nairobi et à Mumbai, voire au Cap, rien n'oblige les deux autorités de ces deux mondes à se concerter. C'est pourquoi, dans les pages qui suivent, nous n'hésiterons pas à opposer « la nature » et « la ville », le parc et l'urbain, sans prendre en compte les approches contemporaines qui justement visent à briser cette dichotomie qu'une vision trop « moderne » a voulu ériger en principe, qu'elles soient anthropologiques (P. Descola, 2005), philosophiques (Larrère et Larrère, 2015), postmodernes (Latour, 1991), ou

Ce projet coordonné par F. Landy (université de Paris Nanterre, UMR Lavue), avec pour partenaires l'Institut Français d'Afrique du Sud et l'Institut Français de Recherche en Afrique-Nairobi, regroupa plus d'une vingtaine de chercheurs de six nationalités, en majorité géographes. Merci aux trois évaluateurs de cet article pour leur lecture si attentive, charitable et très utile.

plus purement géographiques (Arnould, 2011, Mathevet, 2012, Raymond, Simon, 2015). Selon nous en effet, cette dichotomie demeure valable analytiquement dans notre démarche de recherche, au sens où la plupart des acteurs et des décideurs y souscrivent dans leurs discours comme dans leurs actes à Mumbai et Nairobi, voire au Cap et à Rio. Pour préserver la nature, il convient de garder une altérité profonde entre l'humain et le « sauvage » (Maris, 2018). Ce texte est donc fondé sur un paradoxe qui en fait un des intérêts : il réfléchit dans le cadre de la dualité nature/culture, parc/ville, parce que c'est là la représentation encore dominante sur les terrains étudiés ; mais il conclut sur le fait que, même dans ce cadre de pensée, il faut briser les barrières. Ce qui, concrètement, doit se traduire par des politiques concertées entre les acteurs des deux espaces. Au final, les ontologies refusant le dualisme nature-culture et ses critiques contemporaines s'y trouvent assurément validées : mais comme résultat final d'un processus d'analyse, et non comme un point de départ.

Les résultats du projet UNPEC, qui ont été publiés notamment dans Landy (éd.), 2018², permettent alors de sortir de ce que l'on pourrait appeler le relatif « angélisme » d'une bonne partie de la littérature sur le sujet. Celle-ci a certes tout à fait raison d'insister sur la place sous-estimée de la nature et de la biodiversité en ville (chap. 8), et réciproquement, sur les échecs de la mise sous cloche des espaces protégés. Depuis notamment le congrès UICN de 2003 sur les espaces protégés, le développement durable et les moyens d'existences des populations pauvres, riveraines ou autochtones font partie des missions de la conservation, au même titre que la protection de la biodiversité³ (chap.10). Un des rares livres existant sur les parcs nationaux urbains (Trzyna éd., 2005) insiste lui aussi sur la nécessaire intégration des parcs nationaux dans les espaces urbanisés ; mais à l'exception du Brésil et de l'Afrique du Sud, il ne traite que de parcs dans des pays développés. Les pressions urbaines y sont moins fortes, en particulier en ce qui concerne le problème du logement. Et il ne s'y trouve quasiment pas de grands mammifères pouvant représenter soit une menace pour les citadins (comme les léopards de Bombay), soit une incitation à la criminalité (braconnage de rhinocéros à Nairobi). Les enjeux sont tout autres dans au moins ces deux derniers parcs, ce qui du même coup vient légitimer la position de départ de cet article : il est un peu trop facile, a-t-on envie de dire, de critiquer un débat fondé sur une opposition nature-culture, quand certains acteurs de la ville menacent effectivement la biodiversité que doivent protéger les parcs. Au moins à Bombay et Nairobi, la symbiose souhaitée par une bonne partie de la littérature en sciences sociales et politiques (et par beaucoup moins de chercheurs en sciences de la nature, cf. Hutton, Adams, 2005...) est en l'état actuel des choses tout à fait inaccessible.

Ces terrains prennent en effet l'apparence d'une accumulation de contraires, exprimés par le dualisme nature-culture, les oppositions humains-non humains, les tensions riches-pauvres, ou par les exactions commises par des services forestiers d'essence parfois para-militaire (Kenya Wildlife Service, Forest Department indien). Le « parc national urbain », nous le verrons, tend à fonctionner comme un oxymore par le contenu même de ses adjectifs qualificatifs, qui s'opposent l'un à l'autre dans le contexte de nos quatre terrains. L'objectif de cet article sera donc de comprendre si l'établissement

² Cet article est une version remaniée de la conclusion de ce livre. On trouvera dans l'ouvrage – malheureusement coûteux... - le développement d'approches plus institutionnelles que celle développée ici, ainsi qu'un cadre théorique et bibliographique plus fouillé. Dans cet article, les références à des chapitres correspondent à ceux du livre (références complètes en annexe).

³ https://www.iucn.org/sites/dev/files/import/downloads/14_2lowres.pdf

d'espaces naturels protégés urbains, au statut de parc national, peut parvenir malgré tout à construire une dimension symbiotique. Si les villes appuient une partie de leur stratégie d'attractivité (nationale et internationale) sur la promotion d'une nature urbaine, et si en retour les gérants de parc se coordonnent avec les décideurs urbains, peut-il y avoir place pour une « naturbanité » – un néologisme discuté dans le texte ?

Les points communs comme les facteurs de différences entre nos quatre parcs seront abordés dans un cadre à deux dimensions : “horizontale” (la relation ville-parc) et “verticale” (la relation local-mondial). La première partie de l'article présentera nos quatre terrains, tandis que la seconde sera centrée sur leurs points communs selon ces deux dimensions. La troisième partie évaluera les facteurs de différenciation. Ceci nous permettra au final de situer les quatre parcs sur le long chemin qui mène à la « naturbanité », à la difficile intégration du parc national et de la ville.

I. Quatre terrains, deux dimensions

Parc National de Tijuca (fig.1)

Le plus petit de nos parcs (39 km²), créé en 1961, inclut des vestiges de la forêt tropicale atlantique, et a été classé Réserve de Biosphère en 1991. La zone avait été progressivement couverte par des plantations de canne à sucre au 17^{ème} siècle, puis de café. L'Empire brésilien décida de la protection et du reboisement en 1861, afin de limiter l'érosion du sol et d'assurer l'approvisionnement en eau de Rio de Janeiro. Au cœur de l'agglomération (13 millions d'habitants), le parc est fragilisé par des taux de fréquentation très élevés, l'expansion des zones urbanisées, l'exclusion sociale (pression des *favelas*) et la violence. En 2000, une nouvelle législation a défini le Système national d'unités de conservation de la nature, qui oblige à la participation de la société civile dans la gestion des zones protégées. Via un conseil consultatif, l'administration du parc de Tijuca cherche désormais une légitimité dans la concertation et la démocratie participative (Bruno-Lézy, 2008).

Parc National Sanjay Gandhi (fig.2)

Créé à Bombay en 1950, le parc couvre aujourd'hui un total de 104 km², mais son extension s'est faite par étapes, dans des conditions parfois difficiles, ce qui fait que ses limites sont contestées par de multiples acteurs. Le rôle de cette forêt semi-décidue pour l'approvisionnement en eau des quelque 20 millions d'habitants de l'agglomération est comme à Rio devenu résiduel. En 1995, plus de 500 000 personnes habitaient dans des bidonvilles à l'intérieur même du parc, rendant négligeable en comparaison la présence des 8 ou 9000 *adivasis* (aborigènes) qui continuent parfois à pratiquer clandestinement l'agriculture, sans compter certaines résidences bourgeoises ! Les promoteurs guignent les espaces en partie dégagés ; élus locaux et administration urbaine ont un jeu parfois très ambigu en la matière. Les gestionnaires du parc ambitionnent toujours de gérer cet espace comme n'importe quel autre parc national rural (avec la plus forte densité de léopards du monde) tandis que l'agglomération néglige le potentiel de cette enclave forestière en ne le prenant pas en compte, pas même dans son recensement des espaces naturels de l'agglomération (Zérah, 2007).

Nairobi National Park (fig.3)

Créé en 1946, il est le plus ancien parc national d'Afrique de l'Est. Rattrapés par l'urbanisation, ses 117 km² constituent l'extrémité d'un écosystème d'environ 2 000 km² de savane semi-aride. Sa frontière sud n'est pas clôturée, permettant ainsi aux animaux de migrer dans l'écosystème, ce qui en fait un parc très riche en faune et du coup particulièrement lucratif puisqu'il s'agit du parc le plus visité du Kenya. Mais les animaux ont de plus en plus de difficultés d'entrer dans le parc ou d'en sortir. Un autre problème est la pollution urbaine. Hormis la frontière sud, le parc est entouré de zones industrielles et résidentielles. Dans le cadre du schéma *Nairobi Métropole 2030*, il est devenu un enjeu urbain, faisant s'affronter conservateurs (associations souvent animées par des Blancs) et promoteurs et spéculateurs. L'enjeu déborde

le parc *stricto sensu* pour affecter l'auréole alentour, notamment la savane des éleveurs maasai de plus en plus mitée par les clôtures.

Table Mountain National Park (fig.4)

C'est le plus vaste des parcs étudiés, dans la 'Région florale du Cap' classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Créé en 1998 sur la base d'aires protégées existantes, ce parc de 250 km² comprend aussi une réserve marine de 1000 km², sans clôtures à part trois entrées payantes. Entouré par une agglomération de 4 millions d'habitants, il est devenu le plus visité de tous les parcs nationaux du pays (4 millions de visiteurs par an). Aux stratégies publiques d'expansion des zones protégées s'ajoutent celles de citadins aisés qui instrumentalisent la 'protection de la nature' pour repousser des pratiques urbaines associées aux classes populaires 'dangereuses'. Cependant les pouvoirs publics développent la vision d'un "Park for All, Forever" avec un service d'*écologie sociale* proposé par South African National Parks, qui vise à créer une dynamique de promotion sociale et d'éducation populaire post-apartheid.

Fig.1 : Le Parc National de Tijuca dans l'agglomération de Rio de Janeiro (Brésil)

Fig.2 : Le Parc National Sanjay Gandhi dans l'agglomération de Bombay (Inde)

Fig.3 : Le Parc National de Nairobi dans l'agglomération de Nairobi (Kenya)

Fig.4 : Le Parc National de la Montagne de la Table dans l'agglomération du Cap (Afrique du Sud)

À l'origine, les quatre parcs ont été choisis par le projet de recherche UNPEC parce qu'ils étaient tous dans des pays dits « émergents ». Parmi ses multiples définitions, « l'émergence » peut signifier, en termes socio-culturels, la juxtaposition de groupes de plus en plus contrastés, formant ce qu'on a pu appeler des « pays icebergs » (Landy, 2015), où seule une partie de la société est émergée. On peut aussi appliquer la métaphore de l'iceberg aux grandes villes de ces pays. Ce processus d'émergence, si interrompu qu'il soit actuellement au Kenya ou au Brésil, modifie la dynamique des classes sociales et fait de ces parcs nationaux un lieu révélateur de rencontres et de conflits. Les populations aisées tendent à adopter les représentations dominantes dans les sociétés d'Europe ou d'Amérique du Nord, considérant le parc urbain comme un espace de loisirs et de récréation, ou de protection de la biodiversité (Mawdsley et al., 2009, et chap.4). Au contraire, les habitants des bidonvilles tendent parfois à voir l'espace protégé comme une réserve de terrain à bâtir ; tandis que les éleveurs de Nairobi ou les agriculteurs de Bombay considèrent le parc comme un possible gisement de ressources (chap.3). L'étalement urbain pose d'autant plus la question de la localisation de ces parcs qu'inversement les espaces protégés ont tendance à s'étendre, ce qui multiplie les « fronts » entre les deux espaces (Guyot, Richard, 2009, et chap.8).

Un tel contexte renforce l'oxymore des adjectifs « national urbain ». D'un côté, le parc *national* a pour mission la conservation de la biodiversité – avec certes une ouverture aux touristes et à l'éducation à l'environnement. Il s'agit d'un objectif défini par l'Etat, souvent avec l'aide de partenaires internationaux (UICN, WWF...) qui relaient alors de plus en plus un discours « global » sur l'atténuation du changement climatique et autres enjeux planétaires. De l'autre, l'« urbanité » du parc tendrait à l'obliger à s'ouvrir à l'échelle strictement locale, soit qu'il devienne comme un immense jardin public pour les loisirs des citadins, soit que les services écosystémiques qu'il peut fournir à la ville (eau, air, lutte contre l'érosion...) deviennent l'essentiel de sa raison d'être. Cer-

tains observateurs vont même contester ses limites, arguant que c'est autant d'espace perdu pour construire des logements dans des villes souvent congestionnées.

Les parcs nationaux urbains se trouvent donc comme coincés entre ces deux impératifs catégoriques. Pour comprendre leur fonctionnement, il convient d'articuler ces impératifs, ce que l'on peut faire en raisonnant en deux dimensions. Horizontalement, il faut prendre en compte l'ensemble de l'agglomération, voire, en raison des processus écologiques ou des flux de circulation, celui de la (bio)région. Mais c'est aussi verticalement qu'il convient de sortir de la seule échelle du parc, pour aborder les articulations entre le local, le national, et le mondial.

La grille ci-dessous (tableau 1) permet de classer les parcs dans un tableau à deux entrées. En ordonnée, la forte ou faible intégration horizontale, à l'échelle de l'agglomération ou de la région urbaine, entre parc et ville. Ce que nous appelons « intégration » correspond ici aux relations avant tout institutionnelles qui associent ou font discuter les gestionnaires du parc et de la ville, ainsi que la façon dont les objectifs et les intérêts du parc et de la ville peuvent être communs ou du moins compatibles. A Rio, des réunions en théorie mensuelles associent la direction du parc national de Tijuca et des représentants de la Ville. Rien de ce type n'est prévu à Bombay ou Nairobi, dont les plans de gestion du parc, rarement mis à jour, n'évoquent pas la ville – commençant pourtant de l'autre côté de l'avenue. Encore la situation au Kenya est-elle en train de changer depuis le Wildlife Act de 2013, qui prévoit que les parcs nationaux doivent « consulter » les comtés, nés de la nouvelle Constitution de 2010 : le parc de Nairobi doit donc traiter avec le comté de Nairobi City, dans lequel il se trouve spatialement inclus, et les deux comtés frontaliers de Machakos et Kajiado. La loi prévoit également un rôle pour les « communautés » bordant le parc – en l'occurrence avant tout des pasteurs maasai. Nos enquêtes, terminées en 2016, n'avaient cependant pu encore voir d'effets visibles à ce nouveau dispositif institutionnel, d'autant qu'on en restait côté urbain à un schéma directeur (*Nairobi Metro 2030*) où le parc national n'est cité que comme un des « espaces verts » de l'agglomération (chap.9). Ainsi, les institutions des parcs et des villes tendent à s'ignorer d'une façon générale, d'autant qu'il n'y a pas de pouvoir à un niveau supérieur qui pourrait coordonner les actions locales : à Mumbai, pas de pouvoir élu au niveau de la région urbaine, seulement une Mumbai Metropolitan Region Development Authority technocratique qui n'ose prendre en compte le parc national dans ses plans, puisque le parc est considéré comme une chasse gardée du Forest Department qui fonctionne à une échelle supérieure, celle de l'Etat (provincial voire fédéral). Au final, alors qu'à Rio de Janeiro, et au Cap dans une bien moindre mesure, les pouvoirs publics se rencontrent en vue d'une certaine coordination, ce n'est guère le cas à Nairobi ni à Bombay où chacune des deux sphères tend à fonctionner en ignorant l'autre.

Tableau 1. Les parcs entre mondialisation et intégration

	Forte mondialisation du parc	Faible mondialisation
Forte intégration parc-ville	<i>Rio, et à un degré moindre le Cap</i>	
Faible intégration parc-ville	<i>Nairobi</i>	<i>Bombay</i>

En abscisse, nous représentons ce que nous appelons le degré de « mondialisation », à savoir l'importance des échelles supra-locales, et notamment mondiale, parmi les acteurs et les objectifs des parcs nationaux⁴. Comme nous le verrons dans la suite de cet article, ceci concerne aussi bien l'ampleur de la communication et la notoriété mondiale du parc que les logiques plus profondes de coopération avec des institutions internationales de conservation, notamment la promotion par ces institutions de l'expérience de gestion de certains parcs « modèles », via des flux d'expertise et d'échanges entre parcs nationaux (par exemple, Table Mountain et Port-Cros). Toutes ces dimensions sont en effet liées. Tijuca et Table Mountain sont des sites iconiques, visités par des touristes du monde entier (une majorité de touristes étrangers visite Table Mountain) : au cœur de sites classés par l'UNESCO, utilisés par la communication des pouvoirs publics pour attirer investissements et grandes conférences internationales, ce sont des « logos urbains » - parfois au sens propre puisque le nouveau logo de *City of Cape Town* représente la protéa, fleur emblématique du parc, tandis que l'ancien dessinait le relief de Table Mountain. Le parc de Nairobi est moins mondialisé ; du fait de sa localisation dans une capitale abritant de nombreuses organisations internationales, il sert cependant d'ambassadeur aux autres parcs du Kenya même s'il n'est guère une destination en soi. Quant au parc de Bombay, il demeure inconnu des touristes étrangers, et contrairement à Rio et au Cap, il ne représente nullement un « logo urbain » qui serait utilisé par cette *megacity* pour se projeter dans la mondialisation. Bien des habitants de Bombay eux-mêmes ignorent l'existence du parc ! Tout se passe comme s'il était oublié à toutes les échelles, du local au mondial, hormis sur ses frontières urbaines.

II. Les points communs : tensions « horizontales » et « verticales »

Ces points communs, ce sont des questionnements et des défis qui se retrouvent à l'identique dans les quatre configurations. Seules sont parfois différentes les réponses et les solutions... On peut regrouper ces questions en deux groupes, selon qu'elles correspondent à des tensions « horizontales » ou « verticales ».

A. Les tensions horizontales : urbanisation du parc et naturalisation de la ville

La sécurisation de l'approvisionnement en eau de la ville fut souvent à l'origine de la création de l'espace protégé : il servait alors directement la ville et se situait quasi exclusivement dans cette dimension urbaine. Tout a changé, d'une part avec la nationalisation de la protection, d'autre part avec l'expansion de la population et de l'espace urbains. Un premier point commun entre nos terrains est donc *la pression urbaine*. Les densités tout comme les valeurs brutes de population, énormes dans les mégapoles, l'industrialisation, les appétits immobiliers, la pollution, sont autant de sujets de tension. Pour ne parler que des voies de communication, dont l'emprise est croissante dans ces

⁴ Evoquer ainsi les échelles n'est pas, à mon sens, tomber dans le substantialisme. Comme a pu l'écrire Brenner (2009), les échelles ne sont jamais données en soi, mais sont des constructions. Elles correspondent en particulier ici à des niveaux institutionnels où sont décidées ou mises en œuvre des politiques, souvent de façon hiérarchisée, l'échelle supérieure ayant plus de pouvoir que celles en dessous d'elle. Les acteurs doivent prendre en compte ces échelles, pour suivre leurs directives, les contourner, les combattre ou les instrumentaliser : en ce sens, il existe bien des « politiques des échelles » (Swyngedouw, Heynen, 2003).

villes, le Parc National de Nairobi est bordé par la route et la voie ferrée reliant les deux principales villes du Kenya – depuis 2018 une nouvelle voie ferrée le traverse même, sur viaduc. Le parc de Bombay est de même longé par la National Highway 8, qui relie la capitale économique du pays à l'État le plus industrialisé de l'Inde, et un tunnel routier le traversant de part en part est en projet.

Cette pression urbaine est aussi une *pression sociale, voire politique* : pression de la pauvreté quand des bidonvilles sont établis près de, voire dans le parc (cas emblématique de celui de Bombay, qui abrite encore 100 000 personnes), mais aussi pression des populations riches. À Nairobi comme à Bombay, les services du parc doivent parfois intervenir même si on les appelle pour des animaux inoffensifs quand les demandeurs sont haut placés socialement ou politiquement, et ceci au détriment d'autres tâches plus urgentes (chap.7). Les visites de chefs d'État et autres VIP sont très nombreuses dans les parcs, sauf à Bombay, ce qui engendre une forte pression sur leurs *managers* comme sur les dirigeants urbains et politiques (chap.11).

Un cas particulier mais très évocateur est celui des réformes politiques qui risquent de mettre en danger le parc national au nom de réparations pourtant a priori légitimes. En Inde, le *Forest Rights Act* rend possible dans les espaces protégés l'octroi de 4 hectares aux populations autochtones locales (ou à tout agriculteur présent depuis des générations) : c'est une menace sur les objectifs de protection de la biodiversité du parc de Bombay, puisqu'il existe plus d'un millier de ménages autochtones adivasis dans le parc qui pourraient donc être autorisés à défricher. Partant, c'est aussi une menace sur ces mêmes Adivasis, dont la plupart des hameaux à l'intérieur du parc étaient jusqu'ici de facto tolérés ; les voilà désormais suspectés non seulement de vouloir profiter de cette loi pour se faire octroyer des bribes du parc national, mais aussi de recevoir de l'argent d'intermédiaires pour ensuite transférer ces terres à des acteurs de l'immobilier. On retrouve un problème comparable à Rio de Janeiro, où un droit de propriété collective est reconnu pour les *quilombos* (communautés jadis formées par des esclaves en fuite). Spécificité de l'État de Rio, un droit d'usage peut être accordé pour tout agriculteur présent depuis plus de 50 ans...

La pression urbaine est enfin *paysagère*. Les visiteurs urbains souhaitent plus de chemins voire de routes pour parcourir le parc (chap.8). Au Cap, les plantations de pins de Cecilia et Tokai ne se révélaient plus rentables, et à partir de 2000 South African National Parks (SANParks) décida de les couper définitivement afin de redonner leur place à la végétation endémique du *fynbos* ; il s'agissait aussi de créer un couloir de biodiversité qui puisse relier le type de *fynbos* de basse altitude (Cape Flats Sand) à celui des hauteurs (Peninsula Granite). Mais cette campagne d'abattage engendra une controverse ; les promeneurs voulaient garder leurs pins et dénonçaient un intégrisme écologiste. Au final fut décidée une voie moyenne pour les forêts de Tokai : on garda des allées bordées d'arbres, mais tout un couloir de biodiversité relie désormais les *high and low fynbos*.

Gardons-nous cependant de voir les choses unilatéralement. Le parc de son côté exerce aussi une influence sur la ville, qui se trouve en retour comme partiellement « naturalisée ». Le chapitre 8 du livre UNPEC décrit cette *eco-frontier*, ce front écologique qui par exemple tend à imposer à la ville des régulations venues du parc : ainsi, au Cap, de la gestion spécifique des poubelles et des ordures ordonnée afin de ne pas attirer les babouins du parc dans les quartiers riverains. Les directeurs des parcs tentent d'imposer la fermeture d'industries trop polluantes. L'éducation à l'environnement peut par ailleurs être regardée comme une autre forme d'influence du parc sur la ville si cette éducation pousse ensuite une partie de la société civile à vouloir une ville plus « verte ». Le

parc peut ainsi être un instrument de diffusion mondiale de valeurs environnementales, notamment via les recommandations des grandes ONG qui contribuent ainsi à engendrer des citoyens « sujets environnementaux » (Agrawal, 2005). Mais il peut aussi s'agir de politiques propres au parc, celui-ci étant alors moins un instrument qu'un acteur : c'est en particulier le cas du parc de Table Mountain, qui a des missions de justice environnementale et se doit de faire venir des visiteurs de toutes classes et « races » : l'éducation à l'environnement se veut éducation *par* l'environnement, émancipatrice – c'est aussi le cas pour Tijuca à Rio (chap.12).

Enfin, cette pression du parc sur la ville peut être de toute autre nature qu'écologique : ainsi, l'existence du parc oblige à prévoir le relogement des bidonvilles qui l'ont envahi (Bombay) ou le menacent (Rio), quitte à devoir construire des grands ensembles sur des terrains pourtant non constructibles comme au sud de Sanjay Gandhi National Park...

Se pose alors la question de la place du parc dans la politique de la ville, en termes de gestion de l'espace comme en termes d'affichage politique. D'un côté, les autorités urbaines peuvent estimer que mettre en valeur le parc dans leurs politiques est valorisant – cela peut même servir à masquer une situation environnementale problématique dans le reste de l'agglomération. D'un autre côté, la tâche est loin d'être facile, le parc peut être considéré comme un frein aux aménagements et un facteur de crispations politiques, aussi les pouvoirs publics urbains pensent-ils parfois que le jeu n'en vaut guère la chandelle, à Nairobi et Bombay en tout cas. Les classements internationaux des « villes mondiales », aussi discutables soient-ils, ont dans leurs indicateurs les politiques environnementales ou le ratio d'espaces verts par habitant⁵, mais aucun de ces classements ne prévoit la présence d'un parc national. Le développement durable urbain inclut rarement des lions ou léopards.

B. Les tensions verticales : différents degrés de mondialisation

Alors même que son qualificatif semblerait l'assigner à la seule échelle de la nation, le parc national (tout comme la ville bien sûr) est inscrit dans plusieurs échelles, plus ou moins emboîtées. Ces espaces se situent bien sûr dans une dimension locale, celle de leurs limites officielles, mais aussi à une échelle régionale, notamment lorsque le pays est à constitution fédérale et que l'Etat fédéré a un rôle important (Brésil, Inde, Afrique du Sud). Joue ensuite l'échelle nationale, et pas seulement si la ville est capitale du pays (Nairobi) : de même que le parc fait partie du réseau national d'espaces protégés du pays, de même la ville est en interrelation avec le reste de l'armature urbaine nationale. Joue enfin l'échelle mondiale : objectifs de conservation de la biodiversité, recherche de statut de ville mondiale, mais aussi partenariat international entre villes ou entre parcs - comme celui existant entre Tijuca et Table Mountain. Au final, un parc « national » doit satisfaire des objectifs qui ne sont pas exclusivement « nationaux », c'est là une bonne partie du problème.

On a donc différents degrés de « mondialisation », entendue ici comme l'expansion de cette dimension verticale, du local au global, avec notamment la projection d'une image de marque, d'un *city branding* qui associe ville et parc dans l'espoir

⁵ Cf. par exemple le Global Destination Sustainability Index : <https://www.gds-index.com/methodology>. Ou encore le classement Sustainable Cities d'Arcadis, aux résultats surprenants pour ce qui concerne nos 4 villes : <https://www.arcadis.com/en/global/our-perspectives/sustainable-cities-index-2016/comparing-cities/?tf=tab-overall&sf=all&r=all&c=all>.

d'attirer investissements, touristes, événements internationaux... Bon exemple de cette instrumentalisation des échelles (*rescaling*) (Brenner, 2009, Kennedy, 2013), qui se trouve pratiquée par les parcs nationaux urbains comme par leur ville : dans leurs opérations de « marketing territorial » (Dumont, Devisme, 2006), les autorités doivent savoir jouer des partitions différentes selon les échelles, et cette malléabilité exige un apprentissage et des moyens.

Or, tous nos sites n'ont pas atteint le même degré d'intégration dans la mondialisation. En ce qui concerne les quatre parcs, leur ouverture à l'international varie beaucoup : certains n'accueillent quasiment pas de visiteurs étrangers (Bombay), d'autres beaucoup (40 % des visiteurs dans le parc de Nairobi, et 90 % au téléphérique de Table Mountain !). En ce qui concerne les villes, leurs classements varient⁶, mais Bombay apparaît souvent comme la première des quatre en terme de rayonnement économique. Ceci est surprenant car la capitale économique indienne est en réalité peu extravertie : relative faiblesse des capitaux étrangers, importance du marché intérieur... Mais sa simple masse (20 millions d'habitants) suffit à lui donner un poids non négligeable dans les circuits planétaires. De fait, elle joue un rôle à l'échelle mondiale bien supérieur à celui de son parc, qui s'inscrit avant tout dans un cadre local et régional (gestion par l'Etat provincial sans influence d'ONG internationales, visiteurs locaux quasi exclusivement...).

Les positionnements des acteurs aux différentes échelles peuvent dès lors engendrer des tensions. Quel est l'intérêt pour les Nairobiens que « leur » parc soit un élément stratégique dans le système national de réserves gérées par le Kenya Wildlife Service, et dans celui des organisations internationales écologistes afin de sauver le rhinocéros ? Pour beaucoup d'habitants, les retombées positives sont inexistantes. Les parcs urbains offrent assurément des services environnementaux (micro-climat, réserve d'eau, loisirs...) mais aussi beaucoup de « dis-services » (Escobedo et al., 2011). Ceux-ci sont engendrés notamment par les superficies immobilisées en pleine agglomération, qui peuvent être considérées comme « perdues » pour le logement ou la réduction des embouteillages. Il faut compter aussi avec les nuisances des animaux sauvages « échappés » hors du parc (babouins au Cap, léopards à Bombay, lions ou hippopotames à Nairobi...). Les décideurs urbains, mais aussi la société civile, les habitants de la ville, n'adhèrent donc pas forcément facilement aux objectifs d'un parc « national » et à sa raison d'être. La localisation urbaine tend à fragiliser la légitimité d'un espace chargé de la protection de la biodiversité « sauvage » car les acteurs et les intérêts réfractaires sont potentiellement nombreux - et puissants. Il incombe alors aux décideurs et aux groupes écologistes de transformer cette difficulté en atout : un parc national en milieu urbain peut en effet bénéficier de plus de défenseurs qu'en milieu rural. Le lobby « pro-nature » est certes toujours hétérogène, entre *deep ecologists*, fonctionnaires de l'environnement, utilisateurs du parc... Mais il peut être très puissant, politiquement, financièrement et socialement.

Les relations entre acteurs d'envergures diverses sont aussi très liées à la configuration politique électorale. Jusqu'en 2014, au Cap ou à Bombay le parti au pouvoir dans la municipalité était différent de celui dans l'État provincial ou fédéral. Ainsi la municipalité du Cap accuse l'ANC de double jeu : d'un côté l'ANC affirme vouloir développer la troisième ville du pays, de l'autre elle multiplie les obstacles pour gêner le parti DA au

⁶ Par exemple, le classement GaWC (<http://www.lboro.ac.uk/gawc/world2016t.html>) classe Nairobi loin derrière le Cap, alors que le *Global Cities Report* d'A.T. Kearney (<https://www.atkearney.com>) classe la capitale kényane devant.

pouvoir. Comme dans tous les pays, se pose ici le problème de l'allocation des bénéfices entre l'institution gestionnaire et les institutions qui composent le territoire. Au Cap, les revenus de Table Mountain alimentent les recettes de SANParks à Pretoria, dans une logique de redistribution des revenus des parcs bénéficiaires vers les parcs déficitaires ; mais ils ne profitent pas aux institutions locales. Les tensions qui existent entre City of Cape Town et SANParks recourent ainsi une double opposition, partisane entre partis DA et ANC, et politico-spatiale entre l'échelon municipal et l'échelle nationale⁷. De même, il reste à savoir si, pour Nairobi, le pouvoir croissant des comtés dans la politique de décentralisation ne va pas là aussi compliquer la donne, puisque le comté de Kajiado gère l'ensemble de la savane au sud du parc : le parc dépend donc écologiquement du comté de Kajiado, tandis qu'il se situe administrativement dans le comté de Nairobi.

C. L'articulation des dimensions horizontale et verticale

Nos deux dimensions peuvent avoir des répercussions l'une sur l'autre. Ainsi, la dimension horizontale de l'intégration parc-ville peut avoir un impact sur la place de l'agglomération urbaine dans l'arène mondiale : une bonne intégration peut conférer une image "verte" à la ville qui du même coup accroîtra sa visibilité à l'échelle internationale. En retour, la dimension verticale peut influencer sur les relations parc-ville : les recommandations de l'UNESCO, les investissements des multinationales, le WWF et autres puissantes ONGs écologistes ont souvent un impact local fort. Notre étude (chap. 8 et 9 notamment) a toutefois montré qu'il ne fallait pas surestimer ce dernier aspect, pas même au Cap ou à Rio de Janeiro : d'une part les mouvements écologistes locaux n'ont pas besoin des grandes ONG mondiales pour se faire entendre (Guyot et al., 2014), surtout s'ils sont motivés par des arrières-pensées de « clubbisation » (Charmes, 2011) excluant les populations pauvres ; d'autre part, les facteurs internationaux sont utilisés parfois comme des boucs émissaires, des appâts ou des paravents, comme des « éléments de langage » dans un discours plus ou moins officiel, davantage qu'ils ne sont des facteurs agissants en tant que tels. Ceci n'est certes pas spécifique à notre étude. Il reste que, alors que nos quatre villes sont toutes plus ou moins connectées à ces réseaux mondiaux, toutes ne savent pas ou ne souhaitent pas mobiliser cette échelle globale. Ainsi, Bombay est très peu présente dans les arènes internationales, alors que le Cap a toujours été très efficace pour mobiliser les dispositifs existant aux différentes échelles et attirer des ressources au-delà du niveau local.

III. Les facteurs de différenciation des paysages, des gestions et des trajectoires

Au-delà des questionnements et problèmes communs à nos quatre sites, quelles sont leurs différences ? Nos duos parc-ville représentent chacun une *configuration* spatiale (Di Méo, 1998). Le parc y est caractérisé par sa taille, sa biodiversité, etc., mais aussi par son environnement : environnement géographique, évidemment marqué par la présence de la ville, environnement historique, politique, etc. Nous ne pouvons comprendre les différenciations entre les parcs en se concentrant seulement sur ceux-ci. Parfois c'est la ville qui apparaît contenir les facteurs de contraste. Parfois aussi, ce sont les

⁷ Comme l'écrit un évaluateur de cet article, « ici, ce ne sont pas les échelles de pouvoir qui sont antagonistes, mais les conditions de la coopération et de l'entente qui n'ont pas été réalisées et qui maintiennent des antagonismes, eux-mêmes résultats de situations de déséquilibres incorporés par les acteurs et non renégociés ».

contextes nationaux de chacun des pays. Il nous apparaît nécessaire de les examiner tout à tour.

1. Les différences liées aux contextes nationaux :

Le contexte politique et législatif national est inégalement favorable à la protection de l'environnement, d'autant que cette protection peut être vue dans une approche plus ou moins intégratrice socialement. L'Afrique du Sud peut ainsi être opposée à l'Inde : au Cap et d'une façon générale en Afrique du Sud, depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'intégration sociale et raciale est officiellement une priorité, et une politique assez stricte d'évaluation des impacts environnementaux a été mise en œuvre. Assurément, cela ne correspond pas toujours aux pratiques effectives, qui laissent beaucoup de place en réalité aux pouvoirs des élites sociales et aux priorités économiques voire financières. Mais même un discours symbolique de ce type n'existe pas à Bombay, où Sanjay Gandhi National Park n'est pas un « *park for all* » comme s'affiche Table Mountain, où l'intégration nationale n'est plus qu'un vieux souvenir du temps de Nehru, où les réglementations sont souvent ouvertement contournées par les acteurs les plus puissants, et où le système des Public Interest Litigations⁸ est utilisé avant tout par une élite sociale pour, au nom de l'environnement, lancer des actions en justice et en profiter pour éloigner des populations pauvres. Il ne s'agit pas d'un problème propre à la conservation et à la relation parc-ville, mais bien d'un problème plus général de la société indienne qui s'incarne ici dans les usages des territoires.

De fait, dans les quatre pays étudiés, les sociétés sont particulièrement clivées, selon des hiérarchies où les disparités de richesse s'ajoutent à celles de race, d'ethnie ou de caste. Dans les économies dites « émergentes », les sociétés sont de plus en plus inégalitaires, le développement des classes sociales aisées contrastant avec le maintien d'une forte pauvreté. Le « parc national », catégorie introduite souvent par une puissance colonisatrice, a une logique bien comprise par les élites sociales relativement occidentalisées, beaucoup moins par les populations défavorisées (Mawdsley et al., 2009). Cela est particulièrement clair au Cap (Guyot et al., 2014 ; chap.8) où ont lieu des processus de *greentrification* (Smith et Phillips, 2001) : pour « l'environnementalisme bourgeois » (Baviskar, 2002), la proximité du parc est un « capital environnemental » à faire fructifier (Tommasi et al., 2017), ce qui oblige à lutter contre les installations légales ou illégales de populations pauvres.

Il faut cependant se garder d'un strict déterminisme social. En Inde, la « modernité » qui a présidé à la création des parcs nationaux dans le monde et renforcé la séparation entre nature et culture se trouve encore largement partagée par les classes moyennes tout comme par les fonctionnaires du Forest Department. Les visiteurs du parc de Bombay, surtout quand ils appartiennent aux classes moyennes et populaires, sont plus attirés par le petit train ou le Tiger Safari en bus qui traverse un parc animalier, que par la forêt elle-même, espace sauvage qui fait peur, ou est répulsif comme synonyme de pauvreté et d'arriération. Du coup, le prix du foncier autour du parc est étonnamment bas (chap.6) – et ce n'est pas seulement parce que le parc national est loin du centre-ville. Au contraire, certains écologistes occidentalisés, appartenant aux classes sociales supé-

⁸ Plaintes portées au nom de l'intérêt général par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas directement victimes et ne recherchent pas de gain personnel. Ces contentieux sont très utilisés en Inde en matière environnementale par les classes sociales supérieures, pour dénoncer l'inaction de l'Etat par exemple, tant en matière de pollution des rivières que pour pousser à détruire un bidonville.

rieures, rejoignent souvent les populations autochtones vivant dans le parc (que pourtant elles rejettent souvent politiquement et socialement) dans une même croyance en un écosystème, en une Nature dont l'homme n'est qu'un élément.

Contre tout risque de racisme culturel, mais aussi d'essentialisme caricaturant les valeurs des populations du "Sud", ou des "Indiens", ou des "autochtones", etc., il convient donc de suivre une approche avant tout empirique, prenant en compte l'histoire et la géographie du duo parc-ville, et notamment les relations de pouvoir passées ou présentes entre groupes sociaux. Les pratiques prétendument déterminées par des différences culturelles en matière d'accès au parc sont en fait souvent expliquées par l'histoire de ce parc - qui reflète plus ou moins une domination coloniale - et par l'histoire sociale urbaine - plus ou moins ségréguée et inégalitaire (Byrne, 2012). Si les habitants du *township* de Khayelitsha fréquentent fort peu Table Mountain National Park, ce n'est pas fondamentalement parce qu'ils ne partagent pas la culture des "Blancs", c'est avant tout parce qu'ils habitent loin du parc, que le transport leur coûte cher, qu'ils n'ont pas de voiture, et qu'il faut être rentré avant la nuit de peur - pense-t-on - de se faire assassiner !

2. Les différences liées à la ville

- *Taille et pression urbaines :*

L'agglomération de Bombay (20 millions d'habitants) est cinq fois plus grande que celle de Nairobi ou du Cap. On pourrait donc attendre des défis supérieurs dans le cas indien. Cela reste cependant à prouver : le parc national de Nairobi vient de se faire traverser par une voie ferrée en son milieu, symbole de la pression des forces économiques urbaines dans une aire métropolitaine qui dépasse tout de même 6 millions d'habitants. Plus que le nombre absolu d'habitants, la vitesse, les directions et le type de croissance urbaine sont assurément toujours déterminants pour l'avenir du parc. City of Cape Town crût de 2.6% entre 2001 et 2011, contre 12,1 % pour Mumbai Urban Agglomeration : non seulement le pourcentage est supérieur à Bombay, mais le type de croissance y est particulièrement nocif en raison de la situation catastrophique du logement et des infrastructures, et la rareté des réglementations effectives.

Un point commun à nos terrains est la tentative tardive, plus ou moins désespérée, d'établir une sorte de glacis protecteur autour des parcs. À Bombay, certaines cartes font mention de zone tampon à l'intérieur même du parc national, mais celle-ci n'existe pas dans les faits. Une autre zone tampon, cette fois en dehors des limites du parc, devrait s'étendre (comme pour tous les autres parcs nationaux de l'Inde) à 10 km : mais elle inclurait l'aéroport, les deux ports, et même la haute mer... On a le même problème à Rio. Nairobi n'est pas en situation littorale, mais souffre lui aussi de l'absence de glacis protecteur : notamment au temps du président Moi, ce qui servait de zones tampons a été donné aux industriels les plus proches du pouvoir. Le County Council tente d'imposer des tailles minimum aux parcelles au sud du parc, mais c'est au moins autant pour permettre le maintien de pâturages aux troupeaux maasai que pour protéger le parc national.

- *Importance des écarts socio-spatiaux :*

Nos quatre villes sont toutes marquées par un héritage socialement ségréguatif qui peut se voir renforcé aujourd'hui dans certaines politiques urbaines. Les écarts socio-économiques se traduisent par des écarts spatiaux entre quartiers, et en retour ces

écarts spatiaux tendent à renforcer les écarts socio-économiques avec des effets de distance au centre, ou de stigmatisation (Saglio-Yatzmirsky, Landy éd., 2014). Cette opposition entre riches et pauvres, très présente dans le discours de nombreux groupes sociaux des quatre pays, doit être dépassée en ce qui concerne les pratiques environnementales. Nos recherches ont montré que les « pauvres » dégradent souvent moins les ressources naturelles qu'ils n'en sont accusés (chap.4) : à Rio, les habitants des *favelas* riveraines sont très attachés au parc national ; ils en détournent quelques sources faute de connection au réseau d'eau municipal, mais c'est sans dommage pour le parc. En revanche les « riches » ne sont pas les derniers à contourner les réglementations environnementales (chap.3). Il reste que bien des aménagements, voire même des politiques urbaines, traduisent le maintien dans les esprits et les discours d'une telle opposition : soit qu'on veuille la combattre (discours officiel au Cap en faveur d'un meilleur accès au parc pour les pauvres et les « Africains »), soit qu'on l'instrumentalise dans des discours "anti-poor" comme en Inde : plus de 100 000 personnes ne vivent-elles pas encore dans des bidonvilles à l'intérieur du parc de Bombay ? À propos de Delhi, on avait pu parler d'*aesthetic governmentality*, voire d'*aesthetic criminalization* (Ghertner, 2015) pour qualifier le principe qui permet de détruire les quartiers pauvres des espaces centraux, du moment qu'ils sont visibles et "font tache". Les quatre villes sont prises dans un semblable processus de "*worlding*" (Roy, Ong, 2011), d'accès au statut de ville mondiale grâce à la rénovation urbaine et à son verdissement. Certes, toutes les agglomérations du monde se livrent sans doute à des processus d'« embellissement » aux dépens des quartiers pauvres. Mais la particularité de nos quatre cas est que ces processus de *beautification* concernent des parcs nationaux, qui se trouvent donc au cœur d'enjeux socio-politiques.

3. Les différences liées au parc :

- *Son histoire et son âge :*

On pourrait supposer a priori que les parcs les plus anciens gardent souvent l'héritage d'une vision autoritaire, qu'ils seraient donc plus fermés et plus conservateurs, tandis que les parcs récents seraient plus ouverts car créés en des temps post-coloniaux où l'on ne croyait plus à la « conservation-forteresse » (Brockington, 2002). La comparaison entre le parc le plus ancien (Nairobi, 1946) et le Cap (1998) pourrait valider cette hypothèse. Mais elle paraît difficile à soutenir en toute rigueur, notamment parce que la création du parc "national" peut être très postérieure au début effectif de la mise sous protection : Tijuca devint parc national en 1961, mais la zone était déjà protégée depuis un siècle. La zone de Table Mountain était également classée bien avant la création du parc « national » en 1998.

En revanche, un parc géré par des services nationaux depuis sa naissance, comme à Nairobi et Bombay, contraste avec Table Mountain longtemps géré par les autorités locales. Au Cap, le choix de la ville de concéder la gestion d'un certain nombre de terrains du parc à un opérateur unique date seulement de 1998 : on a alors désigné l'office national SANParks comme gestionnaire du Table Mountain. Cette procédure consacrait une logique de désengagement de la ville. Mais celle-ci le regrette amèrement de nos jours, étant donné les revenus conséquents qu'elle ne perçoit pas, étant donné aussi les enjeux fondamentalement urbains que représente le parc national. Héritage du passé métropolitain du parc mais aussi intérêt bien compris de la ville, celle-ci collabore donc bien davantage avec le parc que ne le font les municipalités de Bombay ou de Nairobi, pour qui l'espace protégé fut toujours la chasse gardée du pouvoir national.

Ceci explique, au moins partiellement, la disparité dans les éventuelles institutions de co-gestion. “*A park for all... by all*”⁹ Cela est certes loin d’être le cas au Cap, où un forum fonctionna entre 2003 et 2011 sans beaucoup de succès. Il n’empêche que la municipalité comme la société civile y sont assez actives dans leurs efforts de cogestion, tout comme à Rio, alors qu’un *management committee* représentant la « société civile » vient d’être créé en 2014 à Nairobi, et qu’il n’en existe pas à Bombay.

- *La forme du parc*

Il est très difficile de discerner de quelconques corrélations entre les types de géométrie des parcs et leurs évolutions respectives. Ainsi de leur taille : Tijuca est le plus petit parc étudié avec 39 km², soit six fois plus petit que Table Mountain National Park (250 km², sans compter les 1000 km² d’aire maritime). Avantage ou inconvénient ? A priori, une grande taille est un atout : elle permet de mieux résister à la pression urbaine, et de faire naître des zones tampons effectives, sinon toujours voulues officiellement. On peut ainsi se demander ce qui resterait du sud du parc de Bombay, rogné par les bidonvilles sur parfois plus de 200 m de profondeur, si celui-ci était plus petit... La taille peut être aussi un atout politico-économique : les possibilités d’aménagement et de revenus peuvent être plus importantes, le parc se voit de loin et impose sa présence à la ville, davantage de riverains peuvent être mobilisés pour le défendre, etc. Pourtant, tous ces arguments peuvent être renversés : une grande superficie implique plus de contacts avec la tache urbaine donc plus de fragilité, avec des moyens trop dispersés pour les autorités du parc pour défendre des limites trop étendues. Un parc petit mais célèbre peut rapporter davantage en matière de revenus mais aussi de visibilité nationale ou internationale (Tijuca) qu’un parc de taille supérieure mais peu connu (Bombay).

Nairobi National Park est exceptionnel : il est constitué d’un seul tenant, et ce dès son origine. Le Cap et Bombay représentent au contraire un patchwork constitué au fil de l’histoire et plus ou moins difficilement, sans véritable continuité pour des raisons physiques (bras de mer à Bombay) ou historiques (parcelles privées non encore sous contrôle au Cap). Tijuca est un cas intermédiaire : il fut constitué d’un coup, mais se trouve éclaté en trois massifs disjoints. A priori, la situation de patchwork est la plus inconfortable : dans le cas de Bombay, cela engendre des différences de statut des terres voire des querelles de légitimité et d’appropriation, étant donné qu’une bonne partie de l’expansion du parc a eu lieu pendant l’Etat d’urgence (1975-77), période de suspension de la démocratie indienne. L’archipel de Tijuca pourrait lui aussi apparaître fragile, étant donné que les efforts pour bâtir une continuité écologique se heurtent à un dense réseau routier et à l’extension du bâti. Nairobi National Park, lui, semblait plutôt favorisé au moment où nos recherches ont commencé (2012) : un parc-bloc homogène, bien clos et protégé par un mur ou par une savane. Mais les années suivantes ont montré sa grande fragilité, jusqu’au projet de voie ferrée qui l’a coupé en deux. On ne peut donc affirmer qu’un parc créé d’un seul tenant est plus résistant qu’un autre constitué de patchwork.

En tous les cas, aucun de nos parcs, même le plus grand d’entre eux, Table Mountain, ne peut vivre replié sur lui-même. La notion de corridor écologique doit donc s’appliquer à l’échelle de toute la région urbaine au moins. Tijuca doit être associé au parc voisin de Pedra Branca et au-delà, Sanjay Gandhi doit être associé à Tungareshwar Wildlife Sanctuary distant de quelques kilomètres seulement. A cette échelle alors, les différences de densité de population et d’infrastructures économiques apparaissent clai-

⁹ J. Swanepoel, S. Didier, “A park for all... by all?”, *BiodiverCities* conference, Le Cap, 7.4.2014.

rement : un “espace plein” comme l’Inde contraste avec les relativement faibles densités d’un pays comme l’Afrique du Sud. Comment assurer une continuité écologique un tant soit peu durable avec l’arrière-pays de Bombay, saturé de routes, de voies ferrées, et de villes qui ne sont pas forcément de simples satellites de la mégapole ?

Le relief est assurément un important facteur de différenciation. Tous nos parcs sont caractérisés par l’altitude, et du moins les pentes (1085 m de dénivelé à Table Mountain). Tous, sauf celui qui se trouve justement le plus en danger, Nairobi (237 m de dénivelé). S’il avait été plus pentu, une voie ferrée aurait pu difficilement le traverser comme le fait le projet SGR. Le relief fonctionne donc comme un repoussoir, une protection face aux pressions urbaines et aux aménagements. La route nationale et le corridor ferré vers le Gujarat menacent Sanjay Gandhi National Park seulement sur ses marges. Pour le traverser, un projet de tunnel est en projet : si celui-ci est mis en œuvre, le parc sera abîmé par sa construction, par les puits d’aération et de sécurité. Mais il souffrira moins que le parc de Nairobi, perforé de part en part par la voie ferrée.

- *Le couvert végétal :*

On peut en schématisant distinguer deux types de couvert dans les quatre parcs : un paysage relativement ouvert, avec une végétation fondamentalement de savane (Nairobi) ou steppique (le Cap), ou au contraire un paysage plutôt fermé, avant tout arboré (Bombay, Rio). S’il fallait donner un avantage en matière d’intégration urbaine, peut-être le donnerait-on aux paysages forestiers, qui attirent souvent plus les visiteurs urbains (notamment sous ces climats chauds). Ce n’est pas la savane du parc de Nairobi qui est l’élément touristique, mais les animaux qui y vivent. Et seuls les amateurs éclairés peuvent apprécier la biodiversité endémique du *fynbos* steppique de Table Mountain National Park en en faisant le but de leur visite : les autres visiteurs s’en vont excursionner pour admirer les paysages, ou bien pique-niquer - à l’ombre d’un arbre si possible.

La question doit cependant être posée écologiquement, et non point seulement du point de vue de la ville : un même degré d’ouverture de paysage peut avoir des valeurs très variables, selon qu’on évoque la savane de Nairobi, qui n’a rien de biologiquement très remarquable, ou le bush du Cap, unique au monde. Les mesures de protection tentent d’en tenir compte, et c’est pourquoi l’on veut à Nairobi protéger le coin de forêt que conserve le parc, en zone humide, tandis qu’au Cap la plupart des écologues veulent au contraire couper les pins.

— *Les fonctions du parc :*

Deux parcs sont voués avant tout à la conservation de la biodiversité, ou du moins tentent de le faire (Bombay, Nairobi), tandis qu’au Cap et à Rio prédomine l’ouverture aux visiteurs au nom de l’éducation à l’environnement, des loisirs citadins ou des recettes touristiques. Les raisons sont multiples : culture paramilitaire des services forestiers indien et kenyan, influences de modèles et collaborations internationales différentes, etc. Mais un autre critère de différenciation demeure très empirique : le fait que le parc recèle ou non de gros mammifères. En disposer peut être une attraction pour attirer les visiteurs (c’est même la seule à Nairobi), pour augmenter les recettes du parc ainsi que les moyens fournis par le service de gestion national en hommes, matériel et budget. Mais cette richesse apparaît aussi comme une malédiction. Ces animaux tendent à sortir des limites du parc. Soit contre leur gré à cause du braconnage (les entrées et les sorties des visiteurs doivent donc être très contrôlées), soit de leur propre chef : les gros mammifères ignorent les limites administratives, et les murs ont des brèches à

Bombay, des buses souterraines à Nairobi. Il faut protéger la ville de ces animaux parfois dangereux, tout comme il faut protéger ces animaux de la ville (chap.7).

Que faire de cette faune périurbaine ? Le contact avec la ville empêche les réponses simples. Une végétation endémique comme le *fynbos* du Cap est sans doute plus facile à intégrer dans une politique urbaine que les babouins de ce parc. Il n'est donc pas étonnant que la gestion des parcs de Nairobi et de Bombay soit éloignée des canons contemporains dominants dans les parcs nationaux de la nouvelle génération, tel le parc des Calanques à Marseille : ils ne s'ouvrent guère à une coordination de leur politique avec la ville, et fonctionnent plus sur la fermeture que sur l'ouverture, dans les paysages comme dans leur fonctionnement institutionnel. Il ne s'agit pas d'archaïsme, ou de formation insuffisante des gestionnaires de parc – ou du moins pas seulement. C'est que leur tâche tient de la gageure. Tijuca National Park pourrait-il être aussi ouvert au tourisme et aux pénétrations urbaines s'il avait des rhinocéros ou des léopards comme Nairobi ?

IV. Conclusion : Quatre positions différentes sur le difficile chemin vers la « naturbanité »

Reprenons le tableau 1, celui qui classait nos quatre parcs selon deux axes, intégration locale et degré de mondialisation. Tijuca et Table Mountain fonctionnent comme de véritables logos de leurs villes voire de leurs pays respectifs, tandis que Sanjay Gandhi National Park demeure fort peu connu internationalement et peu intégré dans l'agglomération. Le cas de Nairobi National Park apparaît intermédiaire. Tout comme le parc de Bombay, il fonctionne peu avec la ville, tant il est occupé à accomplir deux fonctions majeures : protéger la biodiversité (en particulier les rhinocéros), et accueillir des touristes avant tout fortunés. En revanche, il apparaît beaucoup plus avancé que Bombay en termes d'intégration mondiale, étant donné que les touristes accueillis sont pour beaucoup étrangers, et que le rôle de Nairobi pour l'hébergement d'organismes et de conférences internationaux transparait sur le parc, avec par exemple la visite de nombreux chefs d'État. Il rejoint alors d'une certaine façon le cas de Tijuca et Table Mountain, même s'il n'a pas de fonction d'image de marque urbaine similaire.

Au final, les parcs nationaux peuvent atteindre un statut d'icône paysagère mondialisée et très rémunératrice (le Cap, Rio), ou bien ils peuvent être considérés avant tout comme une ressource financière locale (Nairobi), voire complètement négligés par les pouvoirs urbains en place (Bombay). L'environnement peut être un objectif rassembleur, facteur d'intégration locale (Rio) voire nationale à en croire le discours officiel (le Cap), mais aussi fonctionner comme un outil de segmentation spatiale et sociale (Bombay). Si l'on voulait synthétiser, on aurait ici deux types de parcs nationaux urbains. Le premier est celui que nous appelons *le parc forteresse* (Nairobi, Bombay), peu intégré à la ville, héritage d'une idéologie de la conservation fondée sur la coupure, la frontière, et la dichotomie nature-culture. Le modèle de gestion n'est en soi guère différent des autres parcs "ruraux" du pays. Ces parcs ont tendance à se refermer sur eux-mêmes pour tenter de mieux se protéger - en l'occurrence, se protéger de la ville. Nous aurions tort cependant d'accuser seulement l'héritage de leur création, ou le fonctionnement parfois paramilitaire du Kenya Wildlife Service ou des Forest Departments indiens : un facteur essentiel est, comme on l'a dit, le fait que ces parcs abritent de gros mammifères, ce qui pousse à leur fermeture.

Certes, le parc de Bombay reçoit plus d'un million de visiteurs payants par an, sans compter un nombre non quantifiable de promeneurs riverains, plus ou moins autorisés... Si l'on ne prend pas en compte l'aspect institutionnel, Sanjay Gandhi National Park apparaît alors fort "intégré" à la ville, très approprié par les citoyens : pour les habitants

des quartiers voisins, notamment les classes moyennes, c'est un espace très pratiqué au petit matin, pour la promenade ou le yoga. Mais le paradigme de la conservation y reste très présent, et hormis la petite zone ouverte au grand public (pédalos, parc animalier...), le reste du parc est interdit aux visiteurs dépourvus de permis de randonnée. Pour ces mêmes raisons, ce parc emploie très peu d'Adivasis, et encore moins d'habitants des bidonvilles de l'espace protégé, étant donné que ce serait légitimer leur habitat à l'intérieur du parc.

Au contraire, Table Mountain est une source d'emploi non négligeable pour des habitants des *townships* pauvres bordant l'espace protégé, le parc cherchant à être un outil de promotion sociale avec des chantiers publics tels que la plantation d'arbres mis en œuvre par SANParks (Swanepoel, 2013). Il est le représentant avec Tijuca d'un deuxième type de parc, que nous appellerons le *parc intégré ou multidimensionnel*, très connecté tant horizontalement (à la ville) que verticalement (à l'échelle mondiale) : la conservation demeure un objectif important, mais il est clairement au second plan à Tijuca où pragmatiquement l'on préfère favoriser l'éducation à l'environnement des visiteurs et encaisser des recettes qui permettront de financer la conservation dans des régions reculées du Brésil. Développement économique, valorisation des services écosystémiques et qualité de vie des citoyens sont ici des objectifs compatibles avec celui de conservation. Non seulement la nature doit être préservée, mais elle doit être "ramenée" en ville (Rademacher, Sivamarakrishnan, 2017, p.11). Ces deux parcs ont des modèles souvent inspirés par, ou en tout cas construits avec, des parcs du Nord : ils sont en général plus ouverts sur l'extérieur pour contribuer à la construction d'une "ville durable", où se conjuguent souci d'une qualité de vie urbaine laissant place à la "nature", et réflexion des citoyens sur la place qu'on doit laisser aux espèces végétales et animales (Blanc, 2004).

L'ouvrage collectif écrit par le projet UNPEC (Landy et al., 2018) porte dans son titre le néologisme de « naturbanité » (cf. aussi Girault, 2017, sur le « parc urbain national » de Stockholm). Philosophiquement, le terme propose de briser ces vieilles barrières ontologiques que la modernité a érigées entre nature et société, et qui sont symbolisés par ces enclaves que peuvent être les parcs nationaux. Plus concrètement, puisque hommes, animaux et végétaux parviennent à franchir les barrières physiques, l'expression signifie que villes et parcs nationaux urbains doivent non seulement cohabiter mais vivre *ensemble* et tirer profit l'une de l'autre (Rademacher, Sivaramakrishnan éd., 2017), ce qui suppose un minimum de cogestion et de collaboration institutionnalisée. Bien des efforts ont déjà été faits au Cap pour laisser pénétrer cette nature en ville, comme les friches conservées dans le couloir écologique *Source to Sea* qui va du parc à la mer. Mais la chose n'a rien d'aisé : toute « nature » peut être considérée comme un objet de nuisance, ainsi des adventices. Et si l'acceptation de la flore n'est pas facile, qu'en est-il de la faune, et encore davantage des carnivores (Gullo et al., 1998) !

Les parcs nationaux urbains, drôles d'objets géographiques coincés entre une fonction de conservation et une localisation urbaine, peuvent jouer un rôle majeur dans le modèle de naturbanité. Au lieu de se trouver engoncés dans des objectifs passablement contradictoires (protection de la nature ou récréation urbaine ? éducation à l'environnement ou logique de profit ?), ils pourraient transformer leurs difficultés en atouts, et faire de leur « nature hybride », dans tous les sens du mot, le fer de lance d'une nouvelle politique et d'une nouvelle philosophie, conciliant nature et ville - mieux, les faisant s'épauler.

Ce que Rosenzweig (2003) appelle la *reservation ecology*, dominante encore de nos

jours pour protéger les espèces naturelles, est menacée par l'expansion humaine et ses effets directs ou indirects. On essaie donc de pratiquer aussi la *restauration ecology*, en réintroduisant de la biodiversité dans les espaces dégradés. Mais là aussi, les potentialités sont limitées. Il importe donc de développer une *reconciliation ecology*, "the science of inventing, establishing, and maintaining new habitats to conserve species diversity in places where people live, work or play" (Rosenzweig, 2003, p.15). Cette notion d'écologie de la réconciliation peut être à bon droit critiquée, taxée d'angélisme, ou d'être trop centrée sur les espèces et point assez sur les écosystèmes. On peut cependant la garder pour donner à tous les espaces protégés en milieu urbain la place centrale qui leur est due : nos parcs nationaux sont en effet comme une allégorie spatiale de cette ambition de réconciliation. On peut y distinguer trois espaces. Dans la zone cœur du parc ou ce qui en tient lieu, est pratiquée la *reservation ecology*, avec parfois des réserves intégrales. Sur leurs marges, c'est plutôt le domaine de la *restauration ecology* (remplacement des pins par le fynbos au Cap, reboisement des bidonvilles détruits à Bombay). Et c'est en ville, à l'extérieur du parc, que pourrait régner une *reconciliation ecology*, permettant à la biodiversité de circuler et de se reproduire tant bien que mal. Au lieu de voir la ville comme un ensemble minéral tendant à encercler et asphyxier le parc national, il faut la considérer comme un ensemble de milliers de jardins, de balcons, de courées, de pots de fleurs, d'espaces publics, privés ou communs, qui peuvent tous accueillir, chacun dans la mesure de leurs moyens, un support à la circulation des espèces, faune et flore, depuis les *proteas* du Cap jusqu'à, pourquoi pas, les lions de Nairobi. Les parcs nationaux sont de toute façon à l'étroit : il importe de les mettre en réseau, avec d'autres espaces protégés voisins, mais aussi avec certains sous-espaces urbains qui, reliés les uns aux autres, pourront fonctionner comme autant de « trames vertes », en efficaces soutiens au parc national.

Une partie du travail est déjà faite, pour ainsi dire. Car si l'intégration institutionnelle associant ville et parc est loin de dominer, une intégration plus informelle existe, y compris dans l'illégalité. Intégration économique tout d'abord : le parc du Cap a ses cueilleurs de fleurs et ses pêcheurs illégaux, celui de Nairobi ses troupeaux de bovins clandestins, sans parler d'un braconnage que connaît aussi Bombay (en plus de ventes de bois illégaux). Intégration spatiale ensuite : les empiètements aux dépens du parc sont les plus limités à Rio ; à Nairobi ils sont cantonnés à la savane hors des limites officielles du parc ; ils sont peu nombreux au Cap ; c'est à Bombay que cette intégration spatiale violente et suicidaire entre parc et ville est la plus caricaturale, avec encore aujourd'hui des dizaines de milliers de personnes vivant en bidonvilles dans le parc.

N'idéalisons donc ni les Maasai et les Adivasis, ni les léopards, les braconniers, les promoteurs immobiliers et les citadins prédateurs. N'ayons pas non plus une religion du "local", qu'il faudrait défendre face aux échelles supérieures. Comment protéger la biodiversité endémique tout en ouvrant les parcs à la ville et aux visiteurs ? À quelles conditions les habitants peuvent-ils accepter des visites de carnivores sauvages dans leur quartier ? Autant de réponses qui sont loin d'être évidentes. Les politiques de protection des crapauds-léopards du Cap et des léopards de Bombay n'ont a priori pas grand-chose à voir ! Mais il importe qu'au moins les questions soient posées, alors que trop souvent le monde du parc national et le monde de la ville s'ignorent voire s'opposent.

REFERENCES :

Agrawal, A. 2005. *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*. Durham; London: Duke University Press.

- Arnould, P. et al., 2011, "La nature en ville : l'improbable biodiversité », *Géographie, économie, société*, 1,13, p. 45-68.
- Baviskar, A., 2002. The politics of the city. *Seminar*, 516, pp. 40-42.
- Blanc, N., 2004, "De l'écologique dans la ville", *Ethnologie française*, 34, 4, pp.601-607.
- Brenner N. (2009) Restructuring, rescaling and the urban question, *Critical Planning*, summer, p.61-79.
- Brockington, D., 2002, *Fortress conservation : The preservation of Mkomazi game reserve, Tanzania*, Indian University Press, Bloomington.
- Bruno, L. (2008). La forêt au coeur de la ville. Le Parc National de Tijuca, Rio de Janeiro. *Géographie et Cultures*, 62, 27-42.
- Bruno L., Landy F., Lézy E. (2016). Des parcs nationaux et leurs métropoles : L'évolution des rapports à Rio de Janeiro, Mumbai, Nairobi et au Cap, in Barles S., Blanc N. (dir.), *Écologies Urbaines*, pp.79-116.
- Byrne, J., 2012, When green is White: The cultural politics of race, nature and social exclusion in a Los Angeles urban national park, *Geoforum*, 43, 3, pp.595-611.
- Charmes, E. (2011). *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*. Paris: PUF.
- Descola, P. 2005, *Par-delà nature et culture*, Gallimard.
- Di Méo G., 1998, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan.
- Dumont, M., Devisme, L., 2006, « Les métamorphoses du marketing urbain. », *EspacesTemps.net* : <https://www.espacestemp.net/articles/les-metamorphoses-du-marketing-urbain/>
- Escobedo, F.J., Kroeger, T., Wagner J.E., 2011, Urban forests and pollution mitigation: analyzing ecosystem services and disservices, *Environmental Pollution*, 159 (8-9), pp.2078-87.
- Ghertner, D. A. (2015). *Rule by Aesthetics: World-Class City Making in Delhi*. New York: Oxford University Press.
- Girault, C., 2017, « La naturbanité, une utopie réalisée par le Parc national urbain de Stockholm ? », *Nordiques*, 33, pp.61-68.
- Gullo et al. 1998, « The cougar's tale », in J. Wolch et J.Emel (dir) *Animal geographies. Place, politics and identity in the nature-culture borderlands*, New York, Verso.
- Guyot, S., Richard, F. 2009. Les fronts écologiques - Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ? *L'espace politique* : <http://espacepolitique.revues.org/index1422.html>
- Guyot S., Dellier J. et Cerbelaud F., 2014, « L'environnement au profit des plus riches ? Construction et hybridation d'un front écologique métropolitain dans la Péninsule du Cap », *VertigO*, 14, 1, en ligne.
- Héritier S., Laslaz L. éd., 2008, *Les parcs nationaux dans le monde*, Ellipses.
- Hutton, J, Adams , 2005, "Back to the Barriers ? Changing Narrative in Biodiversity Conservation", *Forum for Development Studies*, p. 341-370.
- Kennedy, L., 2013, *The Politics of Economic Restructuring in India: Economic Governance and State Spatial Rescaling*, Routledge.
- Landy, F., 2015, Le grand écart spatial de l'Inde : introduction, *EchoGéo*, 32, en ligne.
- Landy, F. (éd.), 2018, *From urban national parks to natured cities in the global South: The quest for naturbanity*, Springer.
- Larrère C., Larrère, R., 2015, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, La Découverte.
- Laslaz, L., C. Gauchon, M. Duval, S. Héritier (ed.), 2014, *Les espaces protégés et territoires. Entre conflits et acceptation*, Paris, Belin.
- Latour, B. (1991). *Nous n'avons jamais été modernes - essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.
- Maris, V., 2018, *La part sauvage du monde. Penser la nature dans l'Anthropocène*, Seuil.
- Mathevet R., 2012, *La solidarité écologique, Ce lien qui nous oblige*, Arles, Actes Sud.
- MAWDSLEY, E., MEHRA, D., BEAZLEY, K., 2009, "Nature lovers, picnickers and bourgeois environmentalism", *Economic and Political Weekly*, 44, 11, pp.49-59.
- Rademacher, A., K. Sivaramakrishnan (Eds.) *Places of Nature in Ecologies of Urbanism*, Hong Kong: Hong Kong University Press

- Rosenzweig, M.L., 2003, *Win-win ecology: How Earth's Species Can Survive in the Midst of Human Enterprise*. Oxford: University Press Oxford
- Raymond, R., Simon, L., 2015, Les espaces urbains : un système complexe de territoires d'expériences pour la conservation de la biodiversité, in R. Mathevet, L. Godet éd., *Pour une géographie de la conservation. Biodiversités*, L'Harmattan, Paris.
- Roy A., Ong A. (eds), 2011, *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global*. Oxford: Blackwell.
- Saglio-Yatzimirsky, M. C., Landy, F. (éds.). (2014). *Megacity slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*. London: Imperial College Press.
- Smith D.P., Phillips D.A., 2001, "Socio-cultural representations of greentrified Pennine rurality", *Journal of Rural Studies*, 17(4), 457-469
- Swanepoel, J., 2013, *Custodians of the Cape Peninsula: A historical and contemporary ethnography of urban conservation in Cape Town*, thesis for the master of Social Anthropology, University of Stellenbosch.
- Swyngedouw, E., Heynen, N., 2003, "Urban political ecology, justice and the politics of scale", *Antipode*, Vol. 35 , n°5, pp. 898-918. 2003.
- Tommasi G., Richard F., Saumon G., 2017, « Introduction – Le capital environnemental pour penser les dynamiques socio-environnementales des espaces emblématiques », *Norois*, 243, 7-15
- Trzyna T. ed., 2005, *The urban imperative*. Sacramento, California Institute of Public Affairs.
- Trzyna, T. et al., 2014. *Urban protected areas: Profiles and best practice guidelines*. Best practice protected area guidelines series no. 22. Gland, Switzerland: IUCN.
http://cmsdata.iucn.org/downloads/bpg_urban_protected_areas.pdf.
- Zérah, M.-H., 2007. Conflict between green space preservation and housing needs: the case of the Sanjay Gandhi National Park in Mumbai. *Cities*, 24(2), 122-132.

ANNEXE : CHAPITRES CITÉS tirés de F. Landy éd., 2018 :

3. Urban national parks and the rich: Friends with benefits

J. Dellier, S. Guyot, F. Landy, R. Soares Gonçalves

4. The "poor", the park and the city: a policy of social stigmatization rather than inclusion

F. Landy, P. Texier, R. Soares Gonçalves, S. Guyot

6. Urban national parks and housing markets in emerging cities: Places of exclusiveness, places of opportunities

J. Migozzi, A. Shaban, R. Soares Gonçalves

7. Why did leopards kill humans in Mumbai but not in Nairobi ? Wildlife management in and around urban national parks

B. Calas, E. Rodary, F. Landy

8. When Cities host Parks: When will urban frontiers become eco-frontiers?

S. Guyot, E. Rodary

9. A metropolitan view: The interplay of actors for incomplete models of governance

V. Fourault-Cauët, J.F.-Steck

10. A conservation view: Towards New Urban Protected Area Governance?

L. Bruno-Lézy

11. What makes urban national parks "urban"? Their specifics within the national systems of protection

B. Calas, F. Landy, T. Mbatia

12. Environmental education in urban national parks: A political tool for the democratization process in emerging countries

N. Belaidi, R. Soares Gonçalves, G. Gleil Maciel